

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO



MINISTERE DU BUDGET

Document n°3

**RAPPORT D'EXECUTION DE  
LA LOI DE FINANCES 2023  
AU PREMIER SEMESTRE**

Kinshasa, Septembre 2023

# TABLE DES MATIERES

<b>LISTE DES ACRONYMES</b> .....	i
<b>LISTE DES TABLEAUX</b> .....	ii
<b>INTRODUCTION</b> .....	3
<b>I. CONTEXTE D'ELABORATION, STRUCTURE ET EXECUTION DE LA LOI DE FINANCES 2023</b> .....	4
1.1. Contexte d'élaboration .....	4
1.2. Structure de la Loi de finances 2023 .....	5
1.3. Contexte d'exécution de la Loi de finances au cours du premier semestre 2023 .....	6
<b>II. ETAT D'EXECUTION DU BUDGET DU POUVOIR CENTRAL A FIN JUIN 2023</b> .....	8
2.1. Recettes mobilisées.....	8
2.1.1. Recettes du Budget général .....	9
2.1.2. Recettes des Budgets Annexes.....	17
2.1.3. Recettes des Comptes Spéciaux.....	17
2.2. Dépenses exécutées.....	18
2.2.1. Dépenses du Budget général.....	18
2.2.2. Dépenses des Budgets annexes .....	24
2.2.3. Dépenses des Comptes spéciaux .....	24
2.3. Solde budgétaire .....	24
<b>CONCLUSION</b> .....	25

## LISTE DES ACRONYMES

BAD	: Banque Africaine de Développement
BCC	: Banque Centrale du Congo
CMRAP	: Cellule de Mise en œuvre de la Réforme de l'Administration Publique
CPCM	: Comité Permanent du Cadrage Macroéconomique
DGDA	: Direction Générale des Douanes et Accises
DGI	: Direction Générale des Impôts
DGRAD	: Direction Générale des Recettes Administratives, Judiciaires, Domaniales et de Participations
DGPPB	: Direction Générale des Politiques et Programmation Budgétaire
DTS	: Droits de Tirage Spéciaux
ESB	: Etat de Suivi Budgétaire
ETD	: Entité Territoriale Décentralisée
FC	: Franc Congolais
IERE	: Impôt Exceptionnel sur les Rémunérations des Expatriés
IBP	: Impôt sur les Bénéfices et Profits
IGF	: Inspection Générale des Finances
INAP	: Intersyndicale de l'Administration Publique
IPR	: Impôt Professionnel sur les Rémunérations
KCC	: Kamoto Cooper Company
LOFIP	: Loi relatif aux finances publiques
PIB	: Produit Intérieur Brut
PTNTIC	: Poste, Téléphones et Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication
RDC	: République Démocratique du Congo
TFM	: Tenke Fungurume Mining
TI	: Taxe Informatique
TRA	: Taxe Rémunératoire Annuelle
TVA	: Taxe sur la Valeur Ajoutée

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1	Structure du Budget du Pouvoir central 2023
Tableau 2	Recettes du Budget du Pouvoir central au premier semestre 2023
Tableau 3	Recettes des douanes et accises à fin juin 2023
Tableau 4	Recettes des impôts à fin juin 2023
Tableau 5	Recettes de la DGRAD à fin juin 2023
Tableau 6	Recettes des pétroliers producteurs à fin juin 2023
Tableau 7	Recettes exceptionnelles à fin juin 2023
Tableau 8	Recettes extérieures à fin juin 2023
Tableau 9	Recettes des Budgets annexes à fin juin 2023
Tableau 10	Recettes des Comptes spéciaux à fin juin 2023
Tableau 11	Dépenses du Budget général par rubrique à fin juin 2023

## INTRODUCTION

Le présent rapport porte sur l'exécution de la Loi de finances à fin juin 2023, élaboré conformément à l'article 79 de la Loi relative aux finances publiques (LOFIP). Il retrace le niveau de mobilisation des recettes et d'exécution des dépenses publiques tout en dégagant le solde budgétaire au cours de la période susvisée, tant pour le budget général, les budgets annexes que les comptes spéciaux.

Ce rapport permet d'une part, au Gouvernement d'apprécier la mise en œuvre des politiques publiques et des mesures alignées dans la Loi de finances de l'exercice 2023 et d'autre part, au Parlement de suivre le respect des autorisations données au Gouvernement.

Le principal objectif poursuivi est d'analyser les allocations des ressources et leurs utilisations pendant la période sous-étude, afin d'y apporter les mesures correctives pour améliorer l'efficacité et la soutenabilité budgétaire.

Hormis l'introduction et la conclusion, ce rapport est articulé autour de trois (3) points ci-après :

1. Contexte d'élaboration, d'exécution et structure de la Loi de finances de l'exercice 2023 ;
2. Etat d'exécution du Budget du Pouvoir central au premier semestre, tant en recettes qu'en dépenses, ainsi que du solde qui en découle ;
3. Perspectives à fin décembre 2023.

# I. CONTEXTE D'ELABORATION, STRUCTURE ET EXECUTION DE LA LOI DE FINANCES 2023

## 1.1. Contexte d'élaboration

La Loi de finances de l'exercice 2023 a été élaborée dans un contexte caractérisé par :

### **Sur le plan politique et sécuritaire :**

- l'amorce du processus électoral pour les élections générales prévues en 2023 ;
- la prorogation de l'Etat de siège dans la partie Est du pays (Nord-Kivu et Ituri) et la situation sécuritaire tendue suite à la rébellion du M23 soutenue par le Rwanda et ses alliés ainsi que par le conflit communautaire dans le territoire de Kwamouth.

### **Sur le plan sanitaire et humanitaire :**

- la poursuite de la maîtrise de la pandémie de Covid-19 dans sa quatrième vague, l'annonce d'un nouveau cas d'Ebola dans le Nord Kivu, ainsi que la situation humanitaire préoccupante dans l'Est du pays à la suite de la guerre.

### **Sur le plan économique, financier et social :**

- l'adhésion de la RDC à la Communauté des Pays de l'Afrique de l'Est ;
- la poursuite de la mise en œuvre du Programme de Développement Local à la base de 145 territoires ;
- le ralentissement de l'activité économique mondiale entraîné par la guerre russo-ukrainienne dont les effets néfastes sont à la base de hausse des prix des produits de première nécessité, impliquant la mise en œuvre de renforcement des mesures de stabilisation conjoncturelles et structurelles ;
- la poursuite de la mise en œuvre de la gratuité de l'enseignement primaire ainsi que l'entame de la gratuité des accouchements et la prise en charge des consultations prénatales, post-natales et néo-natales par le Gouvernement dans le cadre de la Couverture Santé Universelle ;

- la poursuite de la mise en œuvre de la feuille de route pour le basculement au budget-programme à l'horizon 2024, conformément à la loi n° 11/011 du 13 juillet 2011 relative aux finances publiques telle que modifiée par la loi n°18/010 du 9 juillet 2018 ;
- la poursuite du programme économique du Gouvernement appuyé par la Facilité Elargie de Crédit (FEC) du FMI.

## 1.2. Structure de la Loi de finances 2023

La structure de la Loi de finances 2023 se présente de la manière suivante :

**Tableau 1 : Structure du budget du Pouvoir central 2023**

N°	Rubrique	BUDGET 2023
<b>I.</b>	<b>RECETTES</b>	<b>32 456 782 809 392</b>
<b>I.1.</b>	<b>BUDGET GENERAL</b>	<b>30 299 631 685 019</b>
1	RECETTES INTERNES	22 786 473 012 183
2	RECETTES EXTERIEURES	75 132 158 672 836
<b>I.2.</b>	<b>BUDGETS ANNEXES</b>	<b>541 914 354 613</b>
<b>I.3.</b>	<b>COMPTES SPECIAUX</b>	<b>1 615 236 769 760</b>
<b>II.</b>	<b>DEPENSES</b>	<b>32 456 782 809 392</b>
<b>II.1.</b>	<b>BUDGET GENERAL</b>	<b>30 299 631 685 019</b>
1	DETTE PUBLIQUE EN CAPITAL	1 006 872 707 493
2	FRAIS FINANCIERS	630 649 795 606
3	DEPENSES DE PERSONNEL	7 673 723 678 800
4	BIENS ET MATERIELS	389 465 805 251
5	DEPENSES DE PRESTATIONS	1 564 638 068 802
6	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	7 414 115 697 125
7	EQUIPEMENTS	6 867 071 772 858
8	CONSTRUCTIONS, REFECTIONS, REHABILITATIONS	4 753 094 159 084
<b>II.2.</b>	<b>BUDGETS ANNEXES</b>	<b>541 914 354 613</b>
<b>II.3.</b>	<b>COMPTES SPECIAUX</b>	<b>1 615 236 769 759</b>
<b>III</b>	<b>SOLDE</b>	<b>0</b>

Source : Loi de finances de l'exercice 2023

### **1.3. Contexte d'exécution de la Loi de finances au cours du premier semestre 2023**

L'exécution de loi de finances de l'exercice 2023 à fin juin a été marquée notamment par :

#### **Sur le plan politique et sécuritaire :**

- l'arrivée du Souverain Pontife à fin janvier à Kinshasa ;
- l'installation du Gouvernement SAMA LUKONDE II ;
- l'amorce de la dernière phase du processus électoral pour les élections générales prévues en décembre 2023 ;
- la prorogation de l'Etat de siège dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri ;
- la persistance de la situation sécuritaire tendue à l'Est du pays suite à l'agression du Rwanda et ses alliés sous couvert du M23, ainsi que le conflit communautaire dans le territoire de Kwamouth dans la Province de Mai-Ndombe.

#### **Sur le plan sanitaire et humanitaire :**

- la poursuite de la maîtrise de la pandémie de Covid-19 dans sa sixième vague et la situation humanitaire préoccupante dans l'Est du pays à la suite de la guerre.

#### **Sur le plan économique, financier et social :**

- le satisfecit obtenu à travers la conclusion positive de la 4<sup>ème</sup> revue avec le FMI qui permet au Gouvernement congolais d'obtenir un appui budgétaire avec l'approbation de l'accord au titre de la FEC, occasionnant le décaissement immédiat d'environ **216,9 millions de dollars** pour renforcer les réserves internationales;



- la poursuite de la mise en œuvre du programme de développement local de 145 territoires (PDL-145T) de la République ;
- le ralentissement de l'activité économique mondiale provoqué par la guerre russo-ukrainienne dont les effets néfastes sont notamment la surchauffe sur le marché de change ayant entraîné la flambée des prix sur le marché des biens et services, impliquant ainsi la mise en œuvre et le renforcement des mesures de stabilisation conjoncturelles et structurelles.

L'exécution de la loi de finances de l'exercice 2023 s'est reposée sur les principaux indicateurs macroéconomiques suivants :

Taux de croissance du PIB	: <b>6,8%</b> ;
Déflateur du PIB	: <b>9,9</b> ;
Taux d'inflation moyen	: <b>12,3%</b> ;
Taux d'inflation fin période	: <b>11,5%</b> ;
Taux de change moyen	: <b>2.259,06 FC/USD</b> ;
Taux de change fin période	: <b>2.501,20 FC/USD</b> ;
PIB nominal	: <b>157.329,67 milliards de FC</b> ;
PIB réel	: <b>15.913,27 milliards de FC</b> ;
Pression fiscale/Budget du Pouvoir central	: <b>14,1%</b> .

## II. ETAT D'EXECUTION DU BUDGET DU POUVOIR CENTRAL A FIN JUIN 2023

L'exécution du budget à fin juin 2023 renseigne un niveau des recettes de **12.295,4 milliards de FC** et des dépenses de **12.235,4 milliards de FC**, ce qui dégage un solde positif de **60,0 milliards de FC**.

### 2.1. Recettes mobilisées

Les recettes publiques mobilisées à hauteur de **12.295,4 milliards de FC** renseignent un taux de réalisation de **75,8%** par rapport aux prévisions linéaires de la période de **16.228,4 milliards de FC** et sont ventilées comme suit :

- Budget général : **11.112,4 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **73,4%** par rapport à la prévision linéaire de **15.149,8 milliards de FC** ;
- Budgets annexes : **168,3 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **62,1%**, par rapport à la prévision linéaire de **270,9 milliards de FC** ;
- Comptes spéciaux : **1.014,6 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **125,6%**, par rapport à une prévision linéaire de **807,6 milliards de FC**.

Le tableau 2 ci-après indique les niveaux de réalisation des recettes par grande nature.

**Tableau 2 : Recettes du Budget du Pouvoir central à fin juin 2023**

N°	SERVICES	LOI DE FINANCES 2023			
		VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TAUX REAL
I.	<b>BUDGET GENERAL</b>	<b>30 299 631 685 019</b>	<b>15 149 815 842 510</b>	<b>11 112 441 494 042</b>	<b>73,4</b>
I.1	<b>RECETTES INTERNES</b>	<b>22 786 473 012 183</b>	<b>11 393 236 506 092</b>	<b>8 779 440 196 889</b>	<b>77,1</b>
A	<b>RECETTES COURANTES</b>	<b>22 486 473 012 183</b>	<b>11 243 236 506 092</b>	<b>8 649 720 802 869</b>	<b>76,9</b>
	Recettes des Douanes et Accises (DGDA)	4 949 459 787 207	2 474 729 893 604	2 319 707 511 012	93,7
	Recettes des Impôts (DGI)/hors pétroliers producteurs	13 389 594 177 109	6 694 797 088 555	4 718 929 232 420	70,5
	Recettes non fiscales (DGRAD)	3 532 004 267 021	1 766 002 133 510	1 432 221 788 815	81,1
	DGRAD/ Hors Pétroliers	3 532 004 267 021		1 413 747 017 295	<b>80,1</b>
	Autres Recettes /DGRAD	0		18 474 771 520	0,2
	<b>PETROLIERS PRODUCTEURS</b>	<b>615 414 780 846</b>	<b>307 707 390 423</b>	<b>178 862 270 622</b>	<b>58,1</b>
	DGI	197 310 786 994	98 655 393 497	83 785 580 131	84,9
	DGRAD	418 103 993 852	209 051 996 926	168 427 928 212	80,6
B	<b>RECETTES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>300 000 000 000</b>	<b>150 000 000 000</b>	<b>129 719 394 020</b>	<b>86,5</b>

N°	SERVICES	LOI DE FINANCES 2023			
		VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TAUX REAL
I.2	RECETTES EXTERIEURES	7 513 158 672 836	3 756 579 336 418	2 333 001 297 153	62,1
A	RECETTES EXTERIEURES D'APPUIS BUDGETAIRES	2 553 783 542 310	1 276 891 771 155	562 496 320 361	44,1
	Emprunt programme	1 104 838 039 031	552 419 019 516	183 818 031 220	33,3
	Dons budgétaires	1 038 491 062 221	519 245 531 111	38 554 128 140	7,4
	Allocation DTS	410 454 441 058	205 227 220 529	340 124 161 000	165,7
B	RECETTES EXTERIEURES DE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS	4 959 375 130 526	2 479 687 565 263	1 770 504 976 792	71,4
	Dons projets	1 032 445 667 390	516 222 833 695	746 559 186 367	144,6
	Emprunts projets	3 926 929 463 136	1 963 464 731 568	1 023 945 790 425	52,1
II.	BUDGET ANNEXES	541 914 354 613	270 957 177 307	168 343 532 622	62,1
III.	COMPTES SPECIAUX	1 615 236 769 760	807 618 384 880	1 014 637 667 290	125,6
	<b>TOTAL RECETTES</b>	<b>32 456 782 809 392</b>	<b>16 228 391 404 696</b>	<b>12 295 422 693 954</b>	<b>75,8</b>

Source : Canevas des recettes, DGPPB, juin 2023

### 2.1.1. Recettes du Budget général

Les recettes du Budget général réalisées à fin juin 2023 sont constituées des recettes internes de l'ordre de **8.779,4 milliards de FC** et des recettes extérieures de **2.333,0 milliards de FC**.

#### 2.1.1.1. Recettes internes du Budget

Les recettes internes mobilisées à fin juin 2023 ont affiché un taux de réalisation de **77,1%** par rapport à leurs assignations de la période. Elles sont constituées des recettes courantes et recettes exceptionnelles.

Ces recettes courantes renseignent un taux de réalisation de **76,9%** au regard de leurs prévisions linéaires évaluées à **11.243,2 milliards FC** et comprennent les recettes des douanes et accises, les recettes des impôts, les recettes non fiscales ainsi que les recettes des pétroliers producteurs.

##### a. Recettes des douanes et accises

Les recettes des douanes et accises mobilisées à fin juin 2023 se chiffrent à **2.319,7 milliards de FC**. Comparées à leurs prévisions linéaires évaluées à **2.474,7 milliards de FC**, elles enregistrent un taux de réalisation de **93,7%**.

Elles sont constituées de :

- La taxe sur la valeur ajoutée à l'importation de l'ordre de **846,5 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **851,8 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **99,37%** ;

- Droits d'accises : **552,4 milliards de FC** contre une prévision de la période de **721,3 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **76,58%** ;
- Droits de douanes et autres droits à l'importation : **910,5 milliards de FC** contre une prévision de la période de **748,1 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **121,71%** ;
- Taxes à l'exportation : **3,7 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **22,8 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **16,29%** ;
- Amendes et pénalités : **6,6 milliards de FC** contre une prévision de la période de **130,7 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **5,1%**.

Ces réalisations sont présentées par nature dans le tableau 3 ci-après :

**Tableau 3 : Recettes des douanes et accises à fin juin 2023**

N°	NATURE DES RECETTES	LOI DE FINANCES 2023			
		VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TAUX REAL
I.	Impôts généraux sur les biens et services	1 703 633 743 537	851 816 871 768	846 459 393 980	99,37
II.	Droits d'accises	1 442 686 781 362	721 343 390 681	552 434 235 829	76,58
	Intérieur	1 121 487 909 040	560 743 954 520	360 782 573 803	64,34
	Importation	321 198 872 321	160 599 436 161	191 651 662 025	119,34
III.	Droits de douane et autres droits à l'importation	1 496 131 112 288	748 065 556 144	910 485 678 665	121,71
	Droit de Douane	1 496 120 359 321	748 060 179 660	910 189 511 903	121,67
	Autres Droits	10 752 967	5 376 484	296 166 762	5 508,56
IV.	Taxes à l'exportation	45 577 175 890	22 788 587 945	3 711 395 870	16,29
	Sortie minerais	32 813 216 708	16 406 608 354	1 409 847 595	8,59
	Produits agricoles	12 763 959 182	6 381 979 591	2 301 548 276	36,06
V.	Amendes et pénalités	261 430 974 132	130 715 487 066	6 616 806 668	5,1
	<b>TOTAL</b>	<b>4 949 459 787 207</b>	<b>2 474 729 893 604</b>	<b>2 319 707 511 012</b>	<b>93,7</b>

Source : Canevas des recettes, DGPPB, juin 2023

La contreperformance des recettes des douanes et accises est consécutive principalement aux facteurs ci-après :

- la non application intégrale de la réforme sur la traçabilité des produits soumis aux droits d'accises (Système de traçabilité des droits et accises/ STDA) ;
- la prise en charge par l'Etat d'une partie de la fiscalité pétrolière ;
- les effets de la crise mondiale issue de la guerre en Ukraine ;
- le niveau élevé des exonérations contra legem ;
- la résurgence de l'insécurité dans l'Est du pays ayant entraîné la fermeture de trois bureaux de douane ainsi que de certaines entreprises assujetties aux droits d'accises.

## b. Recettes des impôts

Les recettes des impôts collectées à fin juin 2023 se chiffrent à **4.718,9 milliards de FC**. Par rapport aux prévisions linéaires de **6.694,8 milliards de FC**, elles accusent un taux de réalisation de **70,5%**.

Elles sont ventilées comme suit :

- Impôts professionnels sur les rémunérations : **1.011,7 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **1.019,6 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **92,22%**;
- Impôts sur les bénéfiques et profits et sur les revenus des capitaux mobiliers : **2.347,6 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **4.233,4 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **55,45%** ;
- Impôts et taxes sur les biens et services : **1.261,7 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **1.359,4 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **92,8%**;
- Autres recettes : **97,9 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **82,4 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **118,9%**.

Les détails y relatifs sont repris dans le tableau 4 ci-dessous :

**Tableau 4 : Recettes des impôts à fin juin 2023**

N°	NATURE DES RECETTES	LOI DE FINANCES 2023			
		VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TAUX REAL
<b>I</b>	<b>IMPOTS SUR LES REMUNERATIONS</b>	<b>2 039 131 760 799</b>	<b>1 019 565 880 400</b>	<b>1 011 661 109 043</b>	<b>99,22</b>
	Impôts sur les revenus salariaux des nationaux / Hors membres des Institutions politiques et Fonctionnaires et Agents publics	901 038 714 287	450 519 357 143	564 943 774 607	125,40
	Impôts sur les revenus salariaux des nationaux / Membres des Institutions politiques	251 472 466 482	125 736 233 241	40 166 028 386	31,94
	<u>Impôts sur les revenus salariaux des nationaux / Fonctionnaires et Agents Publics</u>	<u>246 410 774 195</u>	<u>123 205 387 098</u>	<u>41 099 561 840</u>	<u>33,36</u>
	Impôts sur les revenus salariaux des nationaux / Autres Fonctionnaires et Agents Publics	215 972 658 176	107 986 329 088	33 356 581 827	30,89
	Impôts sur les revenus salariaux des nationaux / Agents des régies financières	30 438 116 019	15 219 058 010	7 742 980 014	50,88
	Impôts sur les revenus salariaux des expatriés	334 995 383 064	167 497 691 532	191 517 879 417	114,34
	Impôts exceptionnels sur les rémunérations des expatriés	305 214 422 772	152 607 211 386	173 933 864 792	113,97
<b>II</b>	<b>IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES ET PROFITS ET SUR LES REVENUS DES CAPITAUX MOBILIERS</b>	<b>8 466 895 504 718</b>	<b>4 233 447 752 359</b>	<b>2 347 628 460 738</b>	<b>55,45</b>
	Impôt sur les bénéfices et profits des grandes et moyennes entreprises non pétrolières de production	7 114 445 423 566	3 557 222 711 783	1 753 060 379 211	49,28
	Impôts spécial sur les profits excédentaires	742 045 890 004	371 022 945 002	249 249 912 626	67,18
	Impôt sur les bénéfices et profits des entreprises de petites tailles	18 008 364 724	9 004 182 362	11 208 463 636	124,48
	Impôt professionnel sur les prestations de services de non-résidents	186 083 042 830	93 041 521 415	127 476 584 747	137,01

N°	NATURE DES RECETTES	LOI DE FINANCES 2023			
		VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TAUX REAL
	Impôts sur les revenus des capitaux mobiliers des nationaux	406 312 783 595	203 156 391 797	206 633 120 519	101,71
III	<b>IMPÔTS ET TAXES SUR LES BIENS ET SERVICES</b>	<b>2 718 851 366 822</b>	<b>1 359 425 683 411</b>	<b>1 261 725 408 055</b>	<b>92,81</b>
	Taxe sur la Valeur Ajoutée	2 718 851 366 822	1 359 425 683 411	1 261 725 408 055	92,81
IV	<b>AUTRES RECETTES</b>	<b>164 715 544 771</b>	<b>82 357 772 385</b>	<b>102 949 654 631</b>	<b>125,0</b>
	Immatriculations automobiles	4 541 591 780	2 270 795 890	1 866 037 548	82,18
	Vente des imprimés	874 471 750	437 235 875	431 003 526	98,57
	Amendes et pénalités	159 299 481 241	79 649 740 621	117 004 615 869	146,9
	<b>TOTAL DGI HORS PETROLIERS</b>	<b>13 389 594 177 109</b>	<b>6 694 797 088 555</b>	<b>4 718 929 232 420</b>	<b>70,5</b>

Source : Canevas des recettes, DGPPB, juin 2023

La contreperformance constatée du niveau des recettes des impôts au cours de six premiers mois est due essentiellement :

- à la baisse des cours des matières premières ayant conduit les entreprises minières à effectuer des paiements inférieurs aux attentes du solde à l'échéance du 30 avril 2023 ;
- à l'absence des déclarations de toutes les entreprises minières à l'échéance du 30 avril 2023 sur le super profit ;
- au faible niveau du civisme fiscal des entreprises de petite taille et à la difficulté liées à la maîtrise de leur répertoire ;
- à la non souscription des déclarations de toutes les primes non permanentes par les institutions et ministères ;
- à la constatation des exonérations contra legem en cours d'exercice fiscal ;
- à la réduction et la suspension de la TVA des biens de première nécessité (de 16% à 8%, et de 8% à 0%) ;
- à la non exécution de la mesure relative aux factures normalisées et aux dispositifs électroniques fiscaux.

### **c. Recettes non fiscales**

Les recettes non fiscales encadrées par la DGRAD à fin juin 2023 se situent à **1.413,7 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **1.766,0 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **80,1%**. Les autres recettes non fiscales mobilisées au cours de la période sous examen se chiffrent à **18,5 milliards de FC**, ramenant les recettes non fiscales à **1.432,2 milliards de FC**.

Le tableau 5 ci-après affiche la réalisation des recettes non fiscales par ministère ou service d'assiette durant la période sous examen :

**Tableau 5 : Recettes DGRAD à fin juin 2023**

N°	MINISTERES ET SERVICES	LOI DE FINANCES 2023			
		VOTE	PREVISION LINEAIRE (6 MOIS)	REALISATIONS A FIN JUIN	TAUX REAL
<b>I.</b>	<b>RECETTES ADMINISTRATIVES</b>	<b>1 125 013 452 221</b>	<b>562 506 726 111</b>	<b>448 667 149 349</b>	<b>79,76</b>
1	AFFAIRES ETRANGERES	26 243 048 789	13 121 524 395	15 077 636 710	114,91
2	INTERIEUR ET SECURITE	2 605 612 944	1 302 806 472	614 906 504	47,20
3	INTERIEUR / RELATION AVEC LES PARTIS POLITIQUES	38 972 702 000	19 486 351 000	2 711 576 953	13,92
4	ECONOMIE NATIONALE	12 232 899 380	6 116 449 690	625 238 688	10,22
5	FINANCES	19 005 468 832	9 502 734 416	2 398 025 894	25,24
6	BUDGET	1 129 753 655	564 876 828	200 890 567	35,56
7	PLAN	122 918 781	61 459 391	58 449 625	95,10
8	SANTE	174 857 105 519	87 428 552 760	114 246 648 362	130,67
9	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET UNIVERSITAIRE	9 417 547 875	4 708 773 938	1 002 635 645	21,29
10	RECHERCHE SCIENTIFIQUE	19 604 696	9 802 348	12 365 266	126,15
11	TRAVAUX PUBLICS ET INFRASTRUCTURES	2 487 360 984	1 243 680 492	706 598 365	56,82
12	AGRICULTURE	47 952 425 458	23 976 212 729	5 035 651 876	21,00
13	INDUSTRIE	24 645 795 855	12 322 897 927	9 416 533 397	76,41
14	COMMERCE EXTERIEUR	62 419 568 138	31 209 784 069	33 087 788 247	106,02
15	RESSOURCES HYDRAULIQUES ET ELECTRICITE	56 753 638 627	28 376 819 314	5 012 398 267	17,66
16	TRANSPORTS ET VOIES DE COMMUNICATION	77 090 141 102	38 545 070 551	5 581 890 136	14,48
17	AUTORITE DE REGULATION DES PTT	157 687 088 390	78 843 544 195	72 517 797 168	91,98
18	POSTES, TÉLÉPHONES ET NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION	286 199 273 616	143 099 636 808	134 344 093 804	93,88
19	COMMUNICATION ET MEDIAS	3 232 851 704	1 616 425 852	423 496 339	26,20
20	TOURISME	3 445 651 443	1 722 825 722	478 978 857	27,80
21	CULTURE ET ARTS	1 740 281 500	870 140 750	1 314 648 812	151,08
22	SPORTS ET LOISIRS	3 045 924 919	1 522 962 460	1 445 646 303	94,92
23	EMPLOI ET TRAVAIL	62 749 224 000	31 374 612 000	30 347 011 789	96,72
24	PREVOYANCE SOCIALE	12 113 202 900	6 056 601 450	229 941 234	3,80
25	AFFAIRES SOCIALES	0	0	17 489 708	
26	PECHE ET ELEVAGE	10 308 064 228	5 154 032 114	710 626 549	13,79
27	DIRECTION GÉNÉRALE DE MIGRATION (DGM)	28 536 296 886	14 268 148 443	11 036 490 973	77,35
	CHANCELLERIE DES ORDRES NATIONAUX			11 693 319	
<b>II.</b>	<b>RECETTES JUDICIAIRES</b>	<b>147 086 722 699</b>	<b>73 543 361 350</b>	<b>28 281 707 414</b>	<b>38,46</b>
1	JUSTICE, GARDE DES SCEAUX ET DROITS HUMAINS	6 118 804 535	3 059 402 268	715 256 349	23,38
2	POLICE NATIONALE	125 329 699 656	62 664 849 828	17 078 819 111	27,25
3	COURS, TRIBUNAUX ET PARQUETS	15 638 218 508	7 819 109 254	10 487 631 954	134,13
<b>III.</b>	<b>RECETTES DOMANIALES</b>	<b>2 065 200 976 779</b>	<b>1 032 600 488 389</b>	<b>847 551 023 640</b>	<b>82,08</b>
1	DEFENSE NATIONALE	4 712 859 356	2 356 429 678	849 089 516	36,03
2	URBANISME ET HABITAT	22 320 903 464	11 160 451 732	4 375 231 956	39,20
3	MINES (Secr. Gén.)	1 696 125 206 209	848 062 603 104	585 534 040 214	69,04
4	HYDROCARBURES	60 084 957 043	30 042 478 522	16 542 317 931	55,06
5	AFFAIRES FONCIÈRES	106 515 608 159	53 257 804 080	30 171 469 363	56,65
6	ENVIRONNEMENT / SECR. GENERAL	175 441 442 548	87 720 721 274	210 078 874 660	239,49
<b>IV.</b>	<b>RECETTES DE PARTICIPATIONS</b>	<b>194 703 115 322</b>	<b>97 351 557 661</b>	<b>15 895 899 172</b>	<b>16,33</b>
1	PORTEFEUILLE	194 703 115 322	97 351 557 661	110 412 076 356	113,4
	<b>TOTAL DGRAD Hors Pétroliers</b>	<b>3 532 004 267 021</b>	<b>1 766 002 133 510</b>	<b>1 432 221 788 815</b>	<b>81,1</b>

Source : Canevas des recettes, DGPPB, juin 2023

La contreperformance des recettes non fiscales réalisées à fin juin 2023 s'explique essentiellement par les facteurs suivants :

- la baisse sensible des cours des métaux précieux au cours de la période sous examen, par rapport au taux retenu dans le budget : diminution moyenne, respectivement de **47,67%** pour le cobalt, **41,71%** pour la cassitérite, **14,23%** pour le cuivre et **8,30%** pour le coltan ;
- l'utilisation prédominante des réseaux sociaux, pour les appels internationaux entrants, du fait de leur coût inférieur par rapport à celui des appels ordinaires ;
- le refus, par certaines entreprises publiques transformées en sociétés commerciales, de payer la contribution au budget de l'Etat, perçue comme étant un dividende fictif dont la perception est prohibée par les dispositions de l'article 289 de l'acte uniforme relatif aux droits des sociétés commerciales et groupement d'intérêt économique du 30 janvier 2014 ;
- le refus, par la majorité des établissements publics, de payer l'excédent de gestion, au motif qu'il est contraire à leurs textes respectifs de création ;
- la création de Fonds spéciaux, sous forme d'établissements publics au sein des ministères sectoriels, notamment le Fonds d'intervention pour la protection de l'Environnement, le Guichet Unique pour la délivrance du Permis de Construire (GUPC), le Fonds de solidarité de santé, l'Agence Nationale d'Electrification et des Services Energétiques en milieu Rural et Périurbain (ANSER), l'Office des Voies et Dessertes Agricoles, l'Agence Congolaise de l'Environnement, le Fonds de Développement du Service Universel,... ;
- le retard enregistré dans la signature des arrêtés interministériels conformes aux nouvelles mesures insérées dans la nomenclature et les textes sur les procédures des recettes non fiscales ;
- la carence en imprimés de valeur et imprimés administratifs, notamment le permis de conduire national ;
- la non perception des recettes du crédit carbone, résultant de la divergence de vues sur la clé de répartition entre le Trésor Public et les autres entités.

#### **d. Recettes des pétroliers producteurs**

Les recettes des pétroliers producteurs à fin juin ont été mobilisées à hauteur de **178,9 milliards de FC**, contre une prévision linéaire de **307,7 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **58,1%**.

Les réalisations des recettes des pétroliers producteurs sont présentées par Administration financière dans le tableau 6 suivant :



**Tableau 6 : Recettes des pétroliers producteurs à fin juin 2023**

Code – At	NATURE DE RECETTES	LOI DE FINANCES 2023			
		VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	Tx REAL
I.	DGI	197 310 786 994	98 655 393 497	83 785 580 131	84,9
II.	DGRAD	418 103 993 852	209 051 996 926	95 076 690 491	45,5
<b>Total Pétroliers producteurs</b>		<b>615 414 780 846</b>	<b>307 707 390 423</b>	<b>178 862 270 622</b>	<b>58,1</b>

Source : DGI et DGRAD, juin2023

Ces réalisations comprennent notamment les recettes relatives à l'Impôt sur le Bénéfice et Profits (IBP) perçu par la Direction Générale des Impôts à hauteur de **94,9 milliards de FC** et la part des recettes non fiscales de **168,4 milliards de FC**, constituées de la marge distribuable de **86,9 milliards de FC**, des royalties de **21,7 milliards FC**, des dividendes onshore de **33,6 milliards de FC** et des participations offshore de **26,3 milliards FC**.

Cette contreperformance est due essentiellement à la baisse de cours du baril sur le marché international qui est passé de **101 USD** à **78 USD** et à l'arrêt temporaire de la production pétrolière du groupe onshore lié à l'accident survenu sur le pipeline qui achemine la production des sociétés pétrolières du groupe onshore vers le tanker de stockage offshore (terminal).

#### e. Recettes exceptionnelles

Les recettes exceptionnelles, constituées principalement des obligations du trésor, ont été mobilisées à hauteur de **129,7 milliards de FC** au premier semestre, contre une prévision linéaire de **150,0 milliards de FC**, soit **86,5%**.

**Tableau 7 : Recettes exceptionnelles à fin juin 2023**

Code - At	NATURE DE RECETTES	LOI DE FINANCES 2023			
		VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	Tx REAL
	Produits des emprunts intérieurs	300 000 000 000	150 000 000 000	129 719 394 020	86,5

Source : PTR fin juin 2023

#### 2.1.1.2. Recettes extérieures

Le niveau des décaissements des bailleurs enregistrés à fin juin 2023 au titre des recettes extérieures se chiffre à **2.333,0 milliards de FC** contre une prévision de la période de **3.756,6 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **62,1%**. Elles se rapportent essentiellement aux :

- Recettes d'appuis budgétaires d'un import de **562,5 milliards de FC**, au titre d'emprunt programme à hauteur de **183,8 milliards FC** et de dons budgétaires de **378,7 milliards de FC** ;
- Recettes de financement des investissements de **1.770,5 milliards de FC**, au titre de dons projets à hauteur de **746,6 milliards de FC** et d'emprunts projets de **1.023,9 milliards de FC**.

Ces décaissements sont repris dans le tableau 8 ci-dessous :

**Tableau 8 : Recettes extérieures à fin juin 2023**

Bailleurs / Prog. et Projets	LOI DE FINANCES 2023			
	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	Tx REAL
<b>RECETTES D'APPUIS BUDGETAIRES</b>	<b>2 553 783 542 310</b>	<b>1 276 891 771 155</b>	<b>562 496 320 360</b>	<b>44,1</b>
<b>EMPRUNTS- PROGRAMME</b>	<b>1 104 838 039 031</b>	<b>552 419 019 516</b>	<b>183 818 031 220</b>	<b>33,3</b>
<i>FMI</i>			183 818 031 220	
<b>DONS BUDGETAIRES</b>	<b>1 038 491 062 221</b>	<b>519 245 531 111</b>	<b>38 554 128 140</b>	<b>7,4</b>
<i>Banque Mondiale</i>	1 038 491 062 221	519 245 531 111	0	0
<i>FMI</i>			38 554 128 140	
<b>Allocations DTS</b>	<b>410 454 441 058</b>	<b>205 227 220 529</b>	<b>340 124 161 000</b>	<b>165,7</b>
<b>RECETTES DE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS</b>	<b>4 959 375 130 526</b>	<b>2 479 687 565 263</b>	<b>1 770 504 976 792</b>	<b>71,4</b>
<b>DONS PROJETS</b>	<b>1 032 445 667 390</b>	<b>516 222 833 695</b>	<b>746 559 186 367</b>	<b>144,6</b>
<i>Banque Africaine de Développement (BAD)</i>	417 622 560 016	208 811 280 008	79 122 802 981	37,9
<i>Banque Mondiale (B.M)</i>	347 732 481 806	173 866 240 903	629 064 880 876	361,8
<i>Union Européenne</i>	267 090 625 568	133 545 312 784	38 371 502 510	28,7
<b>EMPRUNTS PROJETS</b>	<b>3 926 929 463 136</b>	<b>1 963 464 731 568</b>	<b>1 023 945 790 425</b>	<b>52,1</b>
<i>Banque Africaine de Développement</i>	1 113 928 297 339	556 964 148 670	51 839 369 315	9,3
<i>Banque Mondiale</i>	2 813 001 165 797	1 406 500 582 899	972 106 421 110	69,1
<b>TOTAL</b>	<b>7 513 158 672 836</b>	<b>3 756 579 336 418</b>	<b>2 333 001 297 152</b>	<b>62,1</b>

Source : Canevas des recettes, DGPPB, juin 2023

Les recettes d'appuis budgétaires ont été décaissées de la manière suivante :

- au titre d'emprunt programme : **183,8 milliards de FC** provenant essentiellement du FMI ;
- au titre de dons budgétaires : **378,7 milliards de FC** provenant essentiellement du FMI et des allocations DTS à hauteur de **38,6 milliards de FC** et de **340,1 milliards de FC**.

S'agissant des recettes de financement des investissements, la ventilation des dons projets par bailleur se présente comme suit :

- Banque Africaine de Développement (BAD) : **79,1 milliards de FC** ;
- Banque Mondiale : **629,1 milliards de FC** ;
- Union Européenne : **38,4 milliards de FC** ;

Les emprunts projets de **1.023,9 milliards de FC** ont été financés respectivement par la Banque Africaine de Développement et la Banque Mondiale à hauteur de **51,8 milliards de FC** et de **972,1 milliards de FC**.

### 2.1.2. Recettes des Budgets Annexes

Les recettes des budgets annexes sont constituées essentiellement de recettes propres des établissements publics d'enseignement supérieur et universitaire ainsi que des hôpitaux généraux de référence.

A fin juin 2023, ces recettes ont été mobilisées à hauteur de **168,3 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **270,9 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **62,1%**, comme indiqué dans le tableau ci-après :

**Tableau 9 : Recettes des budgets annexes à fin juin 2023**

N°	SECTEUR	LOI DE FINANCES 2023				
		VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN	Tx REAL	STRUCT
1	ESU / Etablissements Publics d'Enseignement Supérieur et Universitaire	275 489 657 704	137 744 828 852	85 579 763 267	62,1	50,8
2	SANTE/Hôpitaux généraux de référence	266 424 696 909	137 744 828 852	82 763 769 355	62,1	49,2
<b>TOTAL</b>		<b>541 914 354 613</b>	<b>270 957 177 307</b>	<b>168 343 532 622</b>	<b>62,1</b>	<b>100</b>

Source : DGPPB, ESU et Santé, juillet 2023

Il ressort de ce tableau que les recettes des budgets annexes réalisées comprennent **85,6 milliards de FC** pour les universités et instituts supérieurs, et **82,8 milliards de FC** pour les hôpitaux généraux de référence.

### 2.1.3. Recettes des Comptes Spéciaux

A fin juin 2023, les recettes de cette catégorie se chiffrent à **1.014,6 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **807,6 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **125,6%**.

Ces recettes concernent les comptes d'affectation spéciale repris dans le tableau 10 ci-après :

**Tableau 10 : Recettes des Comptes spéciaux à fin juin 2023**

N°	RUBRIQUE	LOI DE FINANCES 2023			
		VOTE	PREVISION LINEAIRE (6 MOIS)	REALISATION A FIN JUIN	TX REAL. (%)
1.	FONER	260 169 539 824	130 084 769 912	154 696 353 853	118,9
2.	Fonds de Promotion de l'Education et de la Formation (FPEF)	26 010 761 950	13 005 380 975	7 927 609 501	61,0

N°	RUBRIQUE	LOI DE FINANCES 2023			
		VOTE	PREVISION LINEAIRE (6 MOIS)	REALISATION A FIN JUIN	TX REAL. (%)
3.	Fonds de Promotion Culturelle (FPC)	10 103 865 951	5 051 932 976	5 024 386 535	99,5
4.	FONDS DE PROMOTION DE L'INDUSTRIE / FPI	832 756 255 525	416 378 127 763	601 767 890 790	144,5
5.	FONDS DE CONTRE-PARTIE	18 187 521 229	9 093 760 614	-	-
6.	Régie des Voies Aériennes (RVA) / (Go-Pass)	59 064 614 273	29 532 307 137	29 541 393 922	100,0
7.	Cadastré Minier (CAMI)	30 336 212 052	15 168 106 026	29 644 396 972	195,4
8.	Fonds de Promotion du Tourisme (FPT)	56 997 850 000	28 498 925 000	12 852 512 370	45,1
9.	FONDS FORESTIER NATIONAL /FFN	17 520 361 612	8 760 180 806	10 651 369 0565	121,6
10.	Fonds Minier des Générations Futures (FOMIN)	304 089 787 343	152 044 893 672	162 531 753 782	106,9
<b>TOTAL</b>		<b>1 615 236 769 760</b>	<b>807 618 384 880</b>	<b>1 014 637 667 290</b>	<b>125,6</b>

Source : DGPPB, comptes spéciaux, juillet 2023

## 2.2. Dépenses exécutées

Les dépenses exécutées au premier semestre 2023 se chiffrent à **12.235,4 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **16.228,4 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **75,4%**.

Les dépenses du budget général s'élèvent à **11.056,4 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **15.149,8 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **73,0%**.

Quant aux dépenses des budgets annexes, elles ont été exécutées à hauteur de **168,3 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **270,9 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **62,1%**, tandis que celles se rapportant aux Comptes spéciaux ont été exécutées à hauteur de **1.010,6 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **807,6 milliards de FC**, dégagant un taux d'exécution de **125,1%**.

### 2.2.1. Dépenses du Budget général

L'exécution des dépenses du budget général par grande rubrique se présente de la manière suivante :

- **Dettes publiques en capital : 459,4 milliards de FC** contre les prévisions linéaires de **503,4 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **91,2%** ;
- **Frais financiers : 98,3 milliards de FC** contre les prévisions linéaires de **315,3 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **31,2%** ;

- **Rémunérations : 3.503,7 milliards de FC** contre les prévisions linéaires de **3.565,0 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **98,3%** ;
- **Biens, matériels et prestations : 2.367,9 milliards de FC** contre les prévisions linéaires de **2.056,3 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **115,2%** ;
- **Transferts et subventions : 944,0 milliards de FC** contre les prévisions linéaires de **2.288,5 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **41,2%** ;
- **Dépenses d'Investissement : 772,9 milliards de FC** contre les prévisions linéaires de **3.329,6 milliards de FC**, soit une exécution de **23,2%** ;
- **Dépenses exceptionnelles : 1.139,7 milliards de FC** contre les prévisions linéaires de **612,0 milliards de FC**, soit une exécution de **186,2%**.

Les détails sur l'exécution des dépenses du budget général par rubrique sont repris dans le tableau 11 ci-dessous :

**Tableau 11 : Dépenses du Budget général par rubrique à fin juin 2023**

<b>N°</b>	<b>Rubrique</b>	<b>Crédit Voté</b>	<b>Prévision Linéaire (6 mois)</b>	<b>Exécution au 30 juin 2023</b>	<b>Struct Exéc</b>	<b>Taux d'Exéc</b>
1	Bourse d'Études	15 000 000 000	7 500 000 000	802 801 200	0	10,7
2	Charges Communes	264 538 212 989	132 269 106 495	207 100 583 898	1,9	156,6
3	Contrepartie des Projets	150 000 000 000	75 000 000 000	0	-	-
4	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Extérieures				-	
5	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	1 224 000 000 000	612 000 000 000	1 139 695 140 192	10,3	186,2
6	Dette Publique	1 006 872 707 493	503 436 353 747	459 381 753 461	4,2	91,2
7	Financement des Réformes	645 913 550 023	322 956 775 012	0	-	-
8	Fonctionnement des Institutions	1 231 729 196 437	615 864 598 219	868 952 091 968	7,9	141,1
9	Fonctionnement des Ministères	2 593 541 224 921	1 296 770 612 460	1 291 842 105 032	11,7	132,7
10	Fonds de Péréquation	1 780 659 844 745	890 329 922 372		-	-
11	Frais Financiers	630 649 795 606	315 324 897 803	98 344 557 321	0,9	31,2
12	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 508 292 182 806	754 146 091 403	208 767 575 328	1,9	27,7
13	Investissements sur Ressources Extérieures	4 959 375 130 526	2 479 687 565 263	1 770 504 976 792	16	71,4
14	Investissements sur Ressources Propres	6 659 157 011 639	3 329 578 505 820	772 965 784 054	7	23,2
15	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	2 931 491 761 597	1 465 745 880 798	0	0	0
16	Mise à la Retraite	270 211 249 514	135 105 624 757	124 942 009 357	1,1	92,5
17	Rémunérations	7 130 000 000 000	3 565 000 000 000	3 503 651 864 462	31,7	98,3
18	Rétrocession aux Régies Financières	1 256 903 124 918	628 451 562 459	453 539 462 403	4,1	72,2
19	Subventions aux Organismes Auxiliaires	492 809 872 536	246 404 936 268	19 135 965 820	0,2	7,8
20	Subventions aux Services Déconcentrés	22 750 000 000	11 375 000 000	0	-	-
21	Subventions aux Services Ex-BPO	30 480 000 000	15 240 000 000	0	-	-
22	Transfert aux Provinces et ETD (Fonctionnement)	738 321 975 634	369 160 987 817	136 814 998 625	1,2	37,1
23	TVA Remboursable	265 000 000 000	132 500 000 000	0	0	0
	<b>Total Budget général</b>	<b>30 299 631 685 019</b>	<b>15 149 815 842 510</b>	<b>11 056 441 669 913</b>	<b>100</b>	<b>73</b>

Source : DGPPB, Ministère du Budget, sur base des données du PTR à fin juin 2022

## 1°. Charges communes

Les dépenses des charges communes ont été exécutées à hauteur de **207,1 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **132,3 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **156,6%**.

Les dépenses liées aux charges communes ont permis de rencontrer les besoins relatifs au paiement ci-après :

- les frais relatifs à la communication et télécommunication ;
- les frais relatifs à la location immobilière (baux et loyers) et satellite ;
- les frais relatifs à l'alimentation en eau et énergie électrique ;
- les frais relatifs à la prise en charge médicale des agents et cadres des ministères ;
- les frais funéraires des cadres et agents de l'administration publique.

## 2°. Dépenses exceptionnelles sur ressources propres

Au premier semestre 2023, le Gouvernement de la République a débloqué une somme de **1.139,7 milliards de FC** au titre de dépenses exceptionnelles, contre **612,0 milliards de FC** de prévision linéaire, soit un taux d'exécution de **186,2%**.

Ce niveau de réalisation a permis au Gouvernement de faire face aux défis sécuritaires, aux opérations électorales en cours, aux besoins d'urgence humanitaire engendrés par les catastrophes naturelles, les sinistres, calamités et accidents majeurs.

## 3°. Dette publique et frais financiers

A fin juin 2023, le paiement du principal de la dette publique a été effectué à hauteur de **459,4 milliards de FC** sur une prévision linéaire de **503,4 milliards de FC**, ce qui dégage un taux d'exécution de **91,2%**.

La dette extérieure a été remboursée à hauteur de **166,5 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **48,4%** par rapport à la prévision linéaire de **344,2 milliards de FC**. La dette intérieure, quant à elle, a enregistré un taux d'exécution de **183,9%**, découlant d'un décaissement de l'ordre de **292,9 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **159,2 milliards de FC**.

Quant aux frais financiers, ils ont enregistré un taux d'exécution de **31,2%**, découlant d'un import de **98,3 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **315,3 milliards de FC**.

Les frais financiers intérieurs ont atteint une exécution de l'ordre de **62,3 milliards de FC**, contre une prévision linéaire de **224,9 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **27,7%**. Les frais financiers extérieurs ont été décaissés à hauteur de **36,0 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **90,4 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **39,9%**.

Ces montants ont permis de payer la créance de l'Etat envers la Banque centrale, l'amortissement et les intérêts de la dette extérieure.

#### **4°. Fonctionnement des institutions**

Les dépenses de fonctionnement des institutions ont été exécutées à un niveau de **141,1%**, soit **868,9 milliards de FC** contre **615,9 milliards de FC** prévues pour le premier semestre.

Ces dépenses concernent notamment le fonds spécial d'intervention en faveur des institutions, les frais de fonctionnement des services ainsi que les frais secret de recherche.

#### **5°. Fonctionnement des ministères**

Les dépenses de fonctionnement des ministères se sont situées à **1.291,8 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **973,8 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **132,7%**.

Ces dépenses sont essentiellement liées :

- au fonctionnement courant des services ;
- à l'augmentation des frais de fonctionnement des écoles et ceux lié aux fonds de ménages des forces armées et de la police ainsi que la contribution à la Caisse Nationale de la Sécurité Sociale des Agents Publics, CNSSAP.
- au paiement au titre d'aides, secours, indemnisation et assistance judiciaire relatif à l'expropriation pour cause d'utilité publique sur le site de construction du port en eau profonde de Banana, territoire de Moanda (Kongo-Central) ;
- à l'impression des bulletins scolaires 2021-2022 et 2022-2023 ;

- aux frais relatifs à la préparation de la 9<sup>ème</sup> édition des jeux de la Francophonie organisée à Kinshasa ;
- au paiement des arriérés de contributions de la RDC aux différentes organisations internationales ;
- au paiement du fonds spécial d'intervention en faveur du Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants au titre de besoins urgents, particulièrement des provinces sous état de siège ;
- à l'approvisionnement des prisons centrales, camps de détentions et autres prisons du pays en produits alimentaires, carburant, etc.

## **6°. Interventions économiques, sociales, culturelles et scientifiques**

A fin juin 2023, les interventions économiques, sociales, culturelles et scientifiques renseignent une exécution de **208,8 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **754,1 milliards de FC**, dégageant ainsi un taux d'exécution de **27,7%**.

Ces interventions concernent notamment :

- l'acquisition urgente des intrants agricoles destinés aux centres de production du Service National pour la campagne agricole 2023 ;
- l'acquisition des fournitures et consommables de lutte contre la pandémie de covid-19 ;
- la prise en charge des léopards football seniors A pour les différentes rencontres ayant trait aux matchs des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des Nations, édition 2023 en Côte d'Ivoire.

## **7°. Rémunérations**

Les rémunérations payées à fin juin se sont chiffrées à **3.503,7 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **3.565,0 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **98,3%**. Il est à noter que ces rémunérations représentent **31,7%** des dépenses du budget général exécutées et **40,5%** des recettes courantes réalisées.

La politique salariale au premier semestre 2023 se résume sur les actions ci-après :

- la régularisation des émoluments et primes des diplomates et personnel consulaire ;



- la mécanisation des nouvelles unités au sein des FARDC ;
- la prise en compte des pilotes de l'armée ;
- la poursuite de l'application des accords de Bibwa signés entre le Gouvernement de la République et les bans syndicaux de la Santé et de l'Enseignement Supérieur et Universitaire.

## 8°. Investissement sur ressources propres

A fin juin 2023, les fonds décaissés au titre d'investissement sur ressources propres sont d'une hauteur de **772,9 milliards de FC**, soit **23,2%** par rapport à une prévision linéaire de **3.329,6 milliards de FC**.

Ces fonds ont servi à financer notamment les infrastructures devant abriter la 9<sup>ème</sup> édition des Jeux de la Francophonie, la construction du centre financier de Kinshasa, la construction et la réhabilitation des voies routières.

Ils ont également financé le Programme de Développement Local des 145 territoires (**PDL-145T**) visant à améliorer le cadre de vie des populations rurales. Ce projet d'un montant de **1,7 milliard de dollars** vise à autonomiser les **145 territoires des 26 provinces** que compte le pays. Les principales actions envisagées sont : la réhabilitation et/ou l'entretien de **38.936 km** de route, la construction de **418 mini centrales solaires** et de **471 km** d'éclairage public, la construction de **3.071 forages** et de **447 sources d'eau** aménagées, la construction de **238 marchés modernes**, la construction de **145 bâtiments administratifs** dans les chefs-lieux des territoires et de **636 bâtiments administratifs** dans les chefs-lieux des secteurs ; la construction de **1.450 logements** du staff dirigeant des territoires, **788 centres de santé** et **1.210 écoles**.

De 2022 à fin juin 2023, un montant de **1.365,0 milliards de FC** au titre d'allocation DTS a servi à la construction de **311 infrastructures** de base comprenant **177 écoles**, **105 centres de santé** et **29 bâtiments administratifs**, soit un taux d'exécution global de **67,6%** à ce jour.

## 9°. Transferts aux provinces et ETD

Les transferts aux Provinces et ETD au titre de fonctionnement ont été exécutés à hauteur de **37,1%** à fin juin 2023, chiffrés à **136,8 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **369,2 milliards de FC**.

### 2.2.2. Dépenses des Budgets annexes

A fin juin 2023, les dépenses des Budgets annexes ont été exécutées globalement à hauteur de **168,3 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **270,9 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **62,1%**.

### 2.2.3. Dépenses des Comptes spéciaux

Les dépenses des Comptes spéciaux ont été exécutées globalement à hauteur de **1.010,6 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **807,6 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **125,1%**.

## 2.3. Solde budgétaire

A fin juin 2023, le budget du pouvoir central renseigne un solde intérieur négatif de **433,7 milliards de FC** résultant des recettes (hors emprunts et obligations) à hauteur de **8.649,7 milliards de FC** et les dépenses hors financement extérieur à hauteur de **9.083,4 milliards de FC**. Ce solde a été financé par les émissions des titres publics et les appuis budgétaires.

## CONCLUSION

L'exécution à mi-parcours de la Loi de finances de l'exercice 2023 poursuit la mise en œuvre du programme d'actions du gouvernement, dans un contexte de persistance du conflit armée à l'Est du pays et de la crise russo-ukrainienne.

Au cours du premier semestre de l'année 2023, les recettes mobilisées n'ont pu couvrir les dépenses de la période. L'exécution du Budget général à fin juin dégage un solde intérieur négatif de **433,7 milliards de FC**, découlant des recettes internes de l'ordre de **8.649,7 milliards de FC** et des dépenses internes exécutées de **9.083,4 milliards de FC**.

S'agissant des Budgets annexes, les recettes réalisées au premier semestre 2023 se chiffrent à **168,3 milliards de FC** et ont permis de couvrir totalement les dépenses y relatives. Quant aux Comptes spéciaux, leurs recettes mobilisées à hauteur de **1.014,6 milliards de FC** ont couvert les dépenses de l'ordre de **1.010,6 milliards de FC**, soit un excédent de **4,0 milliards de FC** pour la période sous étude.

Le Gouvernement de la République devra s'employer à mobiliser davantage de recettes pour permettre la poursuite de son programme d'actions et de réaliser une croissance économique susceptible d'améliorer les conditions sociales de la population.

# **ANNEXES**

## ANNEXE 1: INDICATEURS MACROECONOMIQUES 2020-2026

Cadrage macroéconomique	2020	2021			2022		2023	
	Réalisé	Initial	Actualisé	Réalisation	Initial	Réalisation	LF	Actualisé
Taux de croissance	1,7%	3,2%	4,9%	6,2%	5,6%	8,9%	6,7%	6,8%
Déflateur PIB	7,0	8,7	6,9	8,1	7,4	8,9	9,8	9,9
Taux d'inflation moyen	10,2%	15,1%	10,9%	10,6%	6,2%	8,3%	8,9%	12,3%
Taux d'inflation fin période	15,76%	8,8%	6,0%	5,4%	6,3%	13,1%	6,8%	11,5%
Taux de croissance mine	9,71%	11,1%	11,1%	8,1%	7,90%	21,90%	10,13%	11,40%
Taux change moyen (FC/USD)	1851,5	2 067,80	2006,7	1985,9	2 085,8	2 008,4	2 021,9	2 259,1
Taux change fin période (FC/USD)	1971,8	2 013,40	2041,6	2000,0	2 130,07	2 016,91	2 034,85	2 501,20
PIB nominal en milliards FC	90 181,05	111 904,00	106 311,04	110 179,75	119 540,8	132 063,7	151 553,4	157 329,7

## ANNEXE 2: PROJET DE LOI DE FINANCES 2024 (VOLET RECETTES)

N°	RUBRIQUES	BUDGET 2022						BUDGET 2023						
		VOTE	Struct. (%)	Struct. BG (%)	REALISATION A FIN DECEMBRE 2022 (PTR)	Tx réel. (%)	VOTE	Struct. (%)	Struct. BG (%)	Taux accr. /2022	PREVISIONS LINEAIRES (6 mois)	REALISATION A FIN JUIN (PTR)	Struct. (%)	Tx réel. (%)
I.	BUDGET GENERAL	20 408 330 686 833	91,7	100,0	23 041 239 407 237	112,9	30 299 631 685 019	93,4	100,0	48,5	15 149 815 842 510	11 112 441 494 042	90,4	73,4
I.1.	RECETTES INTERNES	14 755 887 850 062	66,3	72,3	18 927 642 000 000	128,3	22 786 473 012 183	70,2	75,2	54,4	11 393 236 506 092	8 779 440 196 889	71,4	77,1
I.1.1.	RECETTES COURANTES	14 755 887 850 062	66,3	72,3	18 927 642 000 000	128,3	22 486 473 012 183	69,3	74,2	52,4	11 243 236 506 092	8 649 720 802 869	70,3	76,9
I.1.1.1.	Recettes des Douanes et Accises	4 565 868 327 074	20,5	22,4	3 854 137 000 000	84,4	4 949 459 787 207	15,2	16,3	8,4	2 474 728 893 604	2 319 707 511 012	18,9	93,7
I.1.1.2.	Recettes des Impôts	7 130 987 873 447	32,0	34,9	11 292 843 000 000	158,4	13 389 594 177 109	41,3	44,2	87,8	6 694 797 088 555	4 718 929 232 420	38,4	70,5
I.1.1.3.	Recettes non Fiscales	2 664 076 529 740	12,0	13,1	3 241 612 000 000	121,7	3 532 004 267 020	10,9	11,7	32,6	1 766 002 133 510	1 432 221 788 815	11,6	81,1
1°	DGRAD	2 664 076 529 740	12,0	13,1	2 740 648 000 000	102,9	3 532 004 267 020	10,9	11,7	32,6	1 766 002 133 510	1 413 747 017 295	11,5	80,1
2°	AUTRES	0	0,0	0,0	500 964 000 000		0	0,0	0,0		0	18 474 771 520	0,2	
a.	Bonus sur contrat chinois _ Pas de porte minier		0,0	0,0				0,0	0,0		0		0,0	
b.	Autres recettes		0,0	0,0	500 964 000 000			0,0	0,0		0	18 474 771 520	0,2	
I.1.1.4.	Recettes des Pétroliers Producteurs	394 955 119 801	1,8	1,9	539 050 000 000	136,5	615 414 780 847	1,9	2,0	55,8	307 707 390 423	178 862 270 622	1,5	58,1
1°	DGI	124 009 876 833	0,6	0,6	177 010 000 000	142,7	197 310 786 995	0,6	0,7	59,1	98 655 393 497	83 785 580 131	0,7	84,9
2°	DGRAD	270 945 242 968	1,2	1,3	362 040 000 000	133,6	418 103 993 852	1,3	1,4	54,3	209 051 996 926	95 076 690 491	0,8	45,5
I.1.2.	RECETTES EXCEPTIONNELLES	0	0,0	0,0	-	#DIV/0!	300 000 000 000	0,9	1,0		150 000 000 000	129 719 394 020	1,1	86,5
I.1.2.1.	Dons et legs intérieurs courants		0,0	0,0				0,0	0,0		0		0,0	
I.1.2.2.	Dons et legs intérieurs projets		0,0	0,0				0,0	0,0		0		0,0	
I.1.2.3.	Remboursement de prêts et avances		0,0	0,0				0,0	0,0		0		0,0	
I.1.2.4.	Produits des emprunts intérieurs		0,0	0,0			300 000 000 000	0,9	1,0		150 000 000 000	129 719 394 020	1,1	86,5
I.2.	RECETTES EXTERIEURES	5 652 442 836 771	25,4	27,7	4 113 597 407 237	72,8	7 513 158 672 836	23,1	24,8	32,9	3 756 579 336 418	2 333 001 297 153	19,0	62,1
I.2.1.	RECETTES D'APPUI BUDGETAIRES	2 878 115 000 000	12,9	14,1	1 925 876 000 000	66,9	2 553 783 542 310	7,9	8,4	-11,3	1 276 891 771 155	562 496 320 361	4,6	44,1
I.2.1.1.	Emprunt Programme	688 983 120 000	3,1	3,4		0,0	1 104 838 039 031	3,4	3,6	60,4	552 419 019 516	183 818 031 220	1,5	33,3
I.2.1.2.	Dons Budgétaires	624 755 880 000	2,8	3,1	900 985 000 000	144,2	1 038 491 062 221	3,2	3,4	66,2	519 245 531 111	38 554 128 140	0,3	7,4
I.2.1.3.	Allocation DTS	1 564 376 000 000	7,0	7,7	1 024 891 000 000	65,5	410 454 441 058	1,3	1,4	-73,8	205 227 220 529	340 124 161 000	2,8	165,7
a.	Allocation DTS		0,0	0,0		#DIV/0!		0,0	0,0		0		0,0	
b.	Ressources Allégements IADM		0,0	0,0		#DIV/0!		0,0	0,0		0		0,0	
I.2.2.	Recettes de Financement des Investissements	2 774 327 836 771	12,5	13,6	2 187 721 407 237	78,9	4 959 375 130 526	15,3	16,4	78,8	2 479 687 565 263	1 770 504 976 792	14,4	71,4
I.2.2.1.	Dons Projets	1 759 009 557 332	7,9	8,6	1 078 180 141 314	61,3	1 032 445 667 390	3,2	3,4	-41,3	516 222 833 695	746 559 186 367	6,1	144,6
I.2.2.2.	Emprunts Projets	1 015 318 279 439	4,6	5,0	1 109 541 265 923	109,3	3 926 929 463 136	12,1	13,0	286,8	1 963 464 731 568	1 023 945 790 425	8,3	52,1
a)	Bilatéraux et Multilatéraux	1 015 318 279 439	4,6	5,0	1 109 541 265 923	109,3	3 926 929 463 136	12,1	13,0	286,8	1 963 464 731 568	1 023 945 790 425	8,3	52,1
b)	Emprunts obligataires	0	0,0	0,0				0,0	0,0		0		0,0	
II.	BUDGETS ANNEXES	409 966 145 608	1,8		338 666 975 626	82,6	541 914 354 613	1,7		32,2	270 957 177 307	168 343 532 622	1,4	62,1
III.	COMPTES SPECIAUX	1 434 712 561 829	6,4	100,0	1 235 453 672 304	86,1	1 615 236 769 759	5,0		12,6	807 618 384 880	1 014 637 667 290	8,3	125,6
III.1.	Fonds National d'Entretien Routier (FONER)	256 008 366 928	1,2	17,8	400 661 372 022	156,5	260 169 539 824			1,6	130 084 769 912	154 696 353 853	1,3	118,9
III.2.	Fonds de Promotion de l'Industrie (FPI)	744 702 233 250	3,3	51,9	435 301 359 908	58,5	832 756 255 525			11,8	416 378 127 763	601 767 890 790	4,9	144,5
III.3.	Régie des Voies Aériennes (RVA) / (Go-Pass)	39 967 694 129	0,2	2,8	52 049 323 537	130,2	59 064 614 273			47,8	29 532 307 137	29 541 393 922	0,2	100,0
III.4.	Fonds de Promotion de l'Education et de la Formation (FPEF)	9 162 191 576	0,0	0,6	4 380 743 321	47,8	26 010 761 950			183,9	13 005 380 975	7 927 609 501	0,1	61,0
III.5.	Fonds de Promotion Culturelle (FPC)	15 854 080 679	0,1	1,1	11 719 109 223	73,9	10 103 865 951			-36,3	5 051 932 976	5 024 386 535	0,0	99,5
III.6.	Fonds de Contrepartie	0	0,0	0,0	17 132 271 629	#DIV/0!	18 187 521 229				9 093 760 615	0	0,0	0,0
III.7.	Fonds Forestier National (FFN)	13 387 225 963	0,1	0,9	15 825 593 204	118,2	17 520 361 612			30,9	8 760 180 806	10 651 369 565	0,1	121,6
III.8.	Cadastré Minier (CAMI)	30 247 038 463	0,1	2,1	29 600 339 776	97,9	30 336 212 052			0,3	15 168 106 026	29 644 396 972	0,2	195,4
III.9.	Fonds de Promotion du Tourisme (FPT)	19 291 499 774	0,1	1,3		-	56 997 850 000			195,5	28 498 925 000	12 852 512 370	0,1	45,1
III.10.	Fonds Minier des Générations Futures (FOMIN)	306 092 231 067	1,4	21,3	268 783 559 686	87,8	304 089 787 343			-0,7	152 044 893 672	162 531 753 782	1,3	106,9
III.11.	Fonds de Soutien et de Développement des FARDC et Services de sécurité (FSD-FARDC)													
	TOTAL RECETTES / FC	22 253 009 394 270	100,0		24 615 360 055 168	110,6	32 456 782 809 392	100,0		45,9	16 228 391 404 696	12 295 422 693 954	100,0	75,8
	TOTAL RECETTES / \$ US	10 668 635 319					16 052 273 410			50,5	8 026 136 705	5 442 723 532		67,8
	Recettes courantes en \$ US	7 074 332 442					11 121 219 714			57,2	5 560 609 857	3 828 907 727		68,9
	Recettes Internes en \$ US	7 074 332 442					11 269 591 844			59,3	5 634 795 922	3 886 329 649		69,0
	Budget Général en \$ US	9 784 251 366					14 985 403 048			53,2	7 492 701 524	4 919 062 022		65,7
	Recettes extérieures en \$ US	2 709 918 925					3 715 811 203			37,1	1 857 905 602	1 032 732 373		55,6

## ANNEXE 3 : PROJET DE LOI DE FINANCES 2024 (VOLET DEPENSES)

RUBRIQUES	BUDGET 2023								BUDGET 2024					
	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES (6 mois)	EXECUTION FIN FIN (PTR)	Struct (%)	% BG	Taux Exéc.	EXECUTION PROBABLE FIN DECEMBRE	Taux Exéc.	PROJET	Struct (%)	% PIB	% BG	% RC	Accr/LF 2023
<b>A. BUDGET GENERAL</b>	<b>30 299 631 685 019</b>	<b>15 149 815 842 510</b>	<b>11 056 441 669 913</b>	<b>90,4</b>	<b>100,0</b>	<b>73,0</b>	<b>24 266 305 544 486</b>	<b>80,1</b>	<b>36 469 497 416 234</b>	<b>90,1</b>	<b>20,3</b>	<b>100,0</b>		<b>20,4</b>
<i>dont celles sur ressources internes</i>	<i>25 340 256 554 493</i>	<i>12 670 128 277 247</i>	<i>9 285 936 693 121</i>	<i>75,9</i>	<i>84,0</i>	<i>73,3</i>	<i>20 792 427 742 236</i>	<i>82,1</i>	<i>25 023 131 812 527</i>	<i>61,8</i>	<i>14,0</i>	<i>68,6</i>		<i>-1,3</i>
<b>I. DETTE PUBLIQUE ET FRAIS FINANCIERS</b>	<b>1 637 522 503 099</b>	<b>818 761 251 550</b>	<b>557 726 310 782</b>	<b>4,6</b>	<b>5,0</b>	<b>68,1</b>	<b>1 983 891 580 211</b>	<b>121,2</b>	<b>1 667 024 921 991</b>	<b>4,1</b>	<b>0,9</b>	<b>4,6</b>	<b>7,0</b>	<b>1,8</b>
<b>1.1. Dette publique</b>	<b>1 006 872 707 493</b>	<b>503 436 353 747</b>	<b>459 381 753 461</b>	<b>3,8</b>	<b>4,2</b>	<b>91,2</b>	<b>1 787 729 564 237</b>	<b>177,6</b>	<b>1 446 860 486 729</b>	<b>3,6</b>	<b>0,8</b>	<b>2,8</b>	<b>6,1</b>	<b>43,7</b>
1.1.1. Dette Intérieure	318 498 059 009	159 249 029 505	292 862 504 175	2,4	2,6	183,9	1 237 187 164 990	388,4	1 004 145 000 000	2,5	0,6	2,8	4,2	215,3
1.1.2. Dette Extérieure (Principal)	688 374 648 484	344 187 324 242	166 519 249 286	1,4	1,5	48,4	550 542 399 247	80,0	442 715 486 729	1,1	0,2	1,2	1,9	-35,7
<b>1.2. Frais financiers</b>	<b>630 649 795 606</b>	<b>315 324 897 803</b>	<b>98 344 557 321</b>	<b>0,8</b>	<b>0,9</b>	<b>31,2</b>	<b>196 162 015 974</b>	<b>31,1</b>	<b>220 164 435 262</b>	<b>0,5</b>	<b>0,1</b>	<b>0,6</b>	<b>0,9</b>	<b>-65,1</b>
1.2.1. Intérieurs	449 938 377 779	224 969 188 890	62 319 708 854	0,5	0,6	27,7	124 292 676 303	27,6	132 244 000 000	0,3	0,1	0,4	0,6	-70,6
1.2.2. Extérieurs	180 711 417 827	90 355 708 914	36 024 848 466	0,3	0,3	39,9	71 869 339 671	39,8	87 920 435 262	0,2	0,0	0,2	0,4	-51,3
<b>II. DÉPENSES DE PERSONNEL (RÉMUNÉRATIONS)</b>	<b>7 130 000 000 000</b>	<b>3 565 000 000 000</b>	<b>3 503 651 864 462</b>	<b>28,6</b>	<b>31,7</b>	<b>98,3</b>	<b>7 130 000 000 000</b>	<b>100,0</b>	<b>8 015 021 236 950</b>	<b>19,8</b>	<b>4,5</b>	<b>22,0</b>	<b>33,9</b>	<b>12,4</b>
2.1. Pouvoir Central	3 677 174 358 252	1 838 587 179 126	3 503 651 864 462	28,6	31,7	190,6	7 130 000 000 000	193,9	4 465 237 367 619	11,0	2,5	12,2	18,9	21,4
2.2. Provinces	3 452 825 641 748	1 726 412 820 874		0,0	0,0	0,0	0	0,0	3 549 783 869 331	8,8	2,0	9,7	15,0	2,8
<b>III. BIENS, MATÉRIELS ET PRESTATIONS (FONCT.)</b>	<b>4 112 558 634 347</b>	<b>2 056 279 317 174</b>	<b>2 367 894 780 899</b>	<b>19,4</b>	<b>21,4</b>	<b>115,2</b>	<b>4 044 245 523 099</b>	<b>98,3</b>	<b>3 747 607 643 899</b>	<b>9,3</b>	<b>2,1</b>	<b>10,3</b>	<b>15,8</b>	<b>-8,9</b>
<b>3.1. Fonctionnement des Institutions</b>	<b>1 231 729 196 437</b>	<b>615 864 598 219</b>	<b>868 952 091 968</b>	<b>7,1</b>	<b>7,9</b>	<b>141,1</b>	<b>1 422 358 093 379</b>	<b>115,5</b>	<b>1 278 183 317 520</b>	<b>3,2</b>	<b>0,7</b>	<b>3,5</b>	<b>5,4</b>	<b>3,8</b>
<b>3.2. Fonctionnement des Ministères</b>	<b>1 947 627 674 897</b>	<b>973 813 837 449</b>	<b>1 291 842 105 032</b>	<b>10,6</b>	<b>11,7</b>	<b>132,7</b>	<b>2 161 983 443 382</b>	<b>111,0</b>	<b>2 080 682 292 091</b>	<b>5,1</b>	<b>1,2</b>	<b>5,7</b>	<b>8,8</b>	<b>6,8</b>
<b>3.3. Financement des réformes</b>	<b>645 913 550 023</b>	<b>322 956 775 012</b>		<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>	<b>75 000 000 000</b>	<b>0,2</b>	<b>0,0</b>	<b>0,2</b>	<b>0,3</b>	<b>-88,4</b>
<b>3.4. Fonctionnement des Services Déconcentrés</b>	<b>22 750 000 000</b>	<b>11 375 000 000</b>		<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>11 375 000 000</b>	<b>50,0</b>	<b>22 750 000 000</b>	<b>0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,0</b>
<b>3.5. Charges communes</b>	<b>264 538 212 989</b>	<b>132 269 106 495</b>	<b>207 100 583 898</b>	<b>1,7</b>	<b>1,9</b>	<b>156,6</b>	<b>448 528 986 338</b>	<b>169,6</b>	<b>290 992 034 288</b>	<b>0,7</b>	<b>0,2</b>	<b>0,8</b>	<b>1,2</b>	<b>10,0</b>
<b>IV. TRANSFERTS ET SUBVENTIONS</b>	<b>4 577 018 405 408</b>	<b>2 288 509 202 704</b>	<b>944 002 812 732</b>	<b>7,7</b>	<b>8,5</b>	<b>41,2</b>	<b>3 335 201 558 903</b>	<b>72,9</b>	<b>4 092 950 859 010</b>	<b>10,1</b>	<b>2,3</b>	<b>11,2</b>	<b>17,3</b>	<b>-10,6</b>
<b>4.1. Rétrocession aux Régies financières</b>	<b>1 256 903 124 918</b>	<b>628 451 562 459</b>	<b>453 539 462 403</b>	<b>3,7</b>	<b>4,1</b>	<b>72,2</b>	<b>1 135 625 211 970</b>	<b>90,4</b>	<b>1 322 101 300 814</b>	<b>3,3</b>	<b>0,7</b>	<b>3,6</b>	<b>5,6</b>	<b>5,2</b>
<b>4.2. Transfert aux Provinces et ETD (Fonctionnement)</b>	<b>738 321 975 634</b>	<b>369 160 987 817</b>	<b>136 814 998 625</b>	<b>1,1</b>	<b>1,2</b>	<b>37,1</b>	<b>377 155 915 428</b>	<b>51,1</b>	<b>906 327 796 425</b>	<b>2,2</b>	<b>0,5</b>	<b>2,5</b>	<b>3,8</b>	<b>22,8</b>
<b>4.3. Interventions économiques, soc., cult. et scient.</b>	<b>1 508 292 182 806</b>	<b>754 146 091 403</b>	<b>208 767 575 328</b>	<b>1,7</b>	<b>1,9</b>	<b>27,7</b>	<b>1 121 872 592 723</b>	<b>74,4</b>	<b>1 109 379 556 511</b>	<b>2,7</b>	<b>0,6</b>	<b>3,0</b>	<b>4,7</b>	<b>-26,4</b>
<b>4.4. Organismes Auxiliaires (y compris Services ex BPO)</b>	<b>523 289 872 536</b>	<b>261 644 936 268</b>	<b>19 135 965 820</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>7,3</b>	<b>75 024 292 299</b>	<b>14,3</b>	<b>189 780 000 000</b>	<b>0,5</b>	<b>0,1</b>	<b>0,5</b>	<b>0,8</b>	<b>-63,7</b>
4.4.1. Fonctionnement des Organismes Auxiliaires	492 809 872 536	246 404 936 268	19 135 965 820	0,2	0,2	7,8	75 024 292 299	15,2	159 300 000 000	0,4	0,1	0,4	0,7	-67,7
4.4.2. Fonctionnement des Services ex-BPO	30 480 000 000	15 240 000 000		<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>	<b>30 480 000 000</b>	<b>0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,0</b>
<b>4.5. Bourses d'études</b>	<b>15 000 000 000</b>	<b>7 500 000 000</b>	<b>802 801 200</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>10,7</b>	<b>802 801 200</b>	<b>5,4</b>	<b>10 000 000 000</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>-33,3</b>
<b>4.6. TVA remboursable</b>	<b>265 000 000 000</b>	<b>132 500 000 000</b>		<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>374 836 726 570</b>	<b>141,4</b>	<b>285 150 955 746</b>	<b>0,7</b>	<b>0,2</b>	<b>0,8</b>	<b>1,2</b>	<b>7,6</b>
<b>4.7. Mise à la retraite</b>	<b>270 211 249 514</b>	<b>135 105 624 757</b>	<b>124 942 009 357</b>	<b>1,0</b>	<b>1,1</b>	<b>92,5</b>	<b>249 884 018 713</b>	<b>92,5</b>	<b>270 211 249 514</b>	<b>0,7</b>	<b>0,2</b>	<b>0,7</b>	<b>1,1</b>	<b>0,0</b>
<b>V. DÉPENSES D'INVESTISSEMENTS</b>	<b>11 618 532 142 165</b>	<b>5 809 266 071 083</b>	<b>2 543 470 760 846</b>	<b>20,8</b>	<b>23,0</b>	<b>43,8</b>	<b>5 493 576 601 889</b>	<b>47,3</b>	<b>18 076 892 754 384</b>	<b>44,7</b>	<b>10,1</b>	<b>49,6</b>	<b>76,4</b>	<b>55,6</b>
<b>5.1. Investissements sur ressources propres</b>	<b>6 659 157 011 639</b>	<b>3 329 578 505 620</b>	<b>772 965 784 054</b>	<b>6,3</b>	<b>7,0</b>	<b>23,2</b>	<b>2 019 698 799 639</b>	<b>30,3</b>	<b>6 630 527 150 677</b>	<b>16,4</b>	<b>3,7</b>	<b>18,2</b>	<b>28,0</b>	<b>-0,4</b>
5.1.1. Projets Gouvernement central	1 797 005 405 298	898 502 702 649	772 965 784 054	6,3	7,0	86,0	2 019 698 799 639	112,4	1 545 724 270 340	3,8	0,9	4,2	6,5	-14,0
5.1.2. Contrepartie des projets	150 000 000 000	75 000 000 000		<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>	<b>100 000 000 000</b>	<b>0,2</b>	<b>0,1</b>	<b>0,3</b>	<b>0,4</b>	<b>-33,3</b>
5.1.3. Projets des Provinces	2 931 491 761 597	1 465 745 880 798		<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>	<b>3 096 619 971 119</b>	<b>7,7</b>	<b>1,7</b>	<b>8,5</b>	<b>13,1</b>	<b>5,6</b>
5.1.4. Fonds de péréquation	1 780 659 844 745	890 329 922 372		<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>	<b>1 888 182 909 219</b>	<b>4,7</b>	<b>1,1</b>	<b>5,2</b>	<b>8,0</b>	<b>6,0</b>
<b>5.3. Investissements sur ressources extérieures</b>	<b>4 959 375 130 526</b>	<b>2 479 687 565 263</b>	<b>1 770 504 976 792</b>	<b>14,5</b>	<b>16,0</b>	<b>71,4</b>	<b>3 473 877 802 250</b>	<b>70,0</b>	<b>11 446 365 603 707</b>	<b>28,3</b>	<b>6,4</b>	<b>31,4</b>		<b>130,8</b>
5.3.1. Autres bailleurs	4 959 375 130 526	2 479 687 565 263	1 770 504 976 792	14,5	16,0	71,4	3 473 877 802 250	70,0	11 446 365 603 707	28,3	6,4	31,4		130,8
<b>VI. DÉPENSES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>1 224 000 000 000</b>	<b>612 000 000 000</b>	<b>1 139 695 140 192</b>	<b>9,3</b>	<b>10,3</b>	<b>186,2</b>	<b>2 279 390 280 384</b>	<b>186,2</b>	<b>870 000 000 000</b>	<b>2,2</b>	<b>0,5</b>	<b>2,4</b>	<b>3,7</b>	<b>-28,9</b>
<b>6.1. Dépenses except. sur ressources propres</b>	<b>1 224 000 000 000</b>	<b>612 000 000 000</b>	<b>1 139 695 140 192</b>	<b>9,3</b>	<b>10,3</b>	<b>186,2</b>	<b>2 279 390 280 384</b>	<b>186,2</b>	<b>870 000 000 000</b>	<b>2,2</b>	<b>0,5</b>	<b>2,4</b>	<b>3,7</b>	<b>-28,9</b>
6.1.1. Opérations électorales	879 000 000 000	439 500 000 000	239 886 176 929	2,0	2,2	54,6	1 119 886 176 929	127,4	200 000 000 000	0,5	0,1	0,5	0,8	-77,2
6.1.2. Réserve budgétaire	50 000 000 000	25 000 000 000	881 074 230 827	7,2	8,0	3 524,3	2 013 088 583 809	4 026,2	60 000 000 000	0,1	0,0	0,2	0,3	20,0
6.1.3. Réserve pour sinistres et calamités	75 000 000 000	37 500 000 000	18 734 732 436	0,2	0,2	50,0	78 734 732 436	105,0	60 000 000 000	0,1	0,0	0,2	0,3	-20,0
6.1.4. Opérations de recensement et d'identification	220 000 000 000	110 000 000 000		<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>	<b>50 000 000 000</b>	<b>0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>0,1</b>	<b>0,2</b>	<b>-77,3</b>
6.1.5. Dotation FSD-FARDC									500 000 000 000	1,2	0,3	1,4	2,1	
<b>6.2. Dépenses except. sur ressources extérieures</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>		
<b>B. BUDGETS ANNEXES</b>	<b>541 914 354 613</b>	<b>270 957 177 307</b>	<b>168 343 532 622</b>	<b>1,4</b>		<b>62,1</b>	<b>404 024 478 294</b>	<b>74,6</b>	<b>705 420 000 000</b>	<b>1,7</b>	<b>0,4</b>			<b>30,2</b>
<b>C. COMPTES SPECIAUX</b>	<b>1 615 236 769 759</b>	<b>807 618 384 680</b>	<b>1 010 611 931 647</b>	<b>8,3</b>		<b>125,1</b>	<b>1 670 807 435 699</b>	<b>103,4</b>	<b>3 288 666 971 134</b>	<b>8,1</b>	<b>1,8</b>			<b>103,6</b>
C.1. Fonds National d'Entretien Routier (FONER)	260 169 539 824	130 084 769 912	154 696 353 853	1,3		118,9	270 718 619 243	104,1	317 124 464 762	0,8	0,2			21,9
C.2. Fonds de Promotion de l'Industrie (FPI)	832 756 255 525	416 378 127 763	601 767 890 790	4,9		144,5	902 651 836 185	108,4	886 255 939 836	2,2	0,5			6,4
C.3. Régie des Voies Aériennes (RVA) / (Go-Pass)	59 064 614 273	29 532 307 137	29 294 894 726	0,2		99,2	58 589 789 453	99,2	67 621 600 266	0,2	0,0			14,5
C.4.														

## ANNEXE 4 : MODALITÉS DE CALCUL DE 40% DES RECETTES A CARACTERE NATIONAL

RUBRIQUES	BUDGET 2022	BUDGET 2023
	VOTE	PREVISIONS PARITAIRE
<b>1. Recettes courantes</b>	<b>14 755 887 850 062 FC</b>	<b>22 486 473 012 183 FC</b>
- DGDA	4 565 868 327 074 FC	4 949 459 787 207 FC
- DGI	7 130 987 873 447 FC	13 389 594 177 109 FC
- DGRAD	2 664 076 529 740 FC	3 532 004 267 020 FC
- Pétroliers	394 955 119 801 FC	615 414 780 847 FC
<b>2. TVA remboursable</b>	<b>263 465 766 225 FC</b>	<b>265 000 000 000 FC</b>
- DGDA	94 350 489 621 FC	106 000 000 000 FC
- DGI	169 115 276 604 FC	159 000 000 000 FC
<b>3. Recettes courantes après déduction TVA</b>	<b>14 492 422 083 837 FC</b>	<b>22 221 473 012 183 FC</b>
- DGDA	4 471 517 837 453 FC	4 843 459 787 207 FC
- DGI	6 961 872 596 843 FC	13 230 594 177 109 FC
- DGRAD	2 664 076 529 740 FC	3 532 004 267 020 FC
- Pétroliers	394 955 119 801 FC	615 414 780 847 FC
<b>4. Rétrocession Régies</b>	<b>838 077 174 689 FC</b>	<b>1 256 903 124 918 FC</b>
- DGDA	223 575 891 873 FC	242 172 989 360 FC
- DGI	348 093 629 842 FC	661 529 708 855 FC
- DGRAD	266 407 652 974 FC	353 200 426 702 FC
<b>5. Recettes Courantes - Rétro Régies</b>	<b>13 654 344 909 148 FC</b>	<b>20 964 569 887 265 FC</b>
- DGDA	4 247 941 945 580 FC	4 601 286 797 847 FC
- DGI	6 613 778 967 001 FC	12 569 064 468 254 FC
- DGRAD	2 397 668 876 766 FC	3 178 803 840 318 FC
- Pétroliers	394 955 119 801 FC	615 414 780 847 FC
<b>6. Dette Publique, Frais financiers et Redevances minières</b>	<b>2 226 240 284 024 FC</b>	<b>3 157 971 439 818 FC</b>
- Dette Publique & Frais financiers	1 217 236 657 912 FC	1 637 522 503 099 FC
- 50% Redevances minières	1 009 003 626 112 FC	1 520 448 936 719 FC
<b>7. Recettes Courantes après déduction Dette publique &amp; Frais financiers</b>	<b>11 428 104 625 124 FC</b>	<b>17 806 598 447 447 FC</b>
- DGDA	3 842 196 392 943 FC	4 055 445 963 480 FC
- DGI	6 208 033 414 364 FC	12 023 223 633 887 FC
- DGRAD	982 919 698 017 FC	1 112 514 069 233 FC
- Pétroliers	394 955 119 801 FC	615 414 780 847 FC
<b>8. Transfert (40%)</b>	<b>4 571 241 850 050 FC</b>	<b>7 122 639 378 979 FC</b>
- DGDA	1 536 878 557 177 FC	1 622 178 385 392 FC
- DGI	2 483 213 365 746 FC	4 809 289 453 555 FC
- DGRAD	393 167 879 207 FC	445 005 627 693 FC
- Pétroliers	157 982 047 920 FC	246 165 912 339 FC
<b>9. Répartition Transfert Provinces</b>	<b>4 536 324 378 645 FC</b>	<b>7 122 639 378 979 FC</b>
- Rémunérations	2 444 036 955 828 FC	3 452 825 641 748 FC
- Fonctionnement	447 837 398 544 FC	738 321 975 634 FC
- Investissement	1 644 450 024 272 FC	2 931 491 761 597 FC
<b>11. Fonds de péréquation (10% Recettes courantes après déduction)</b>	<b>1 142 810 462 512 FC</b>	<b>1 780 659 844 745 FC</b>
- dont 50% pour la couverture des charges non transférées en provinces	571 405 231 256 FC	
- et 50% pour le compte des provinces	571 405 231 256 FC	
<b>12. Reste à répartir (Pouvoir central)</b>	<b>5 714 052 312 562 FC</b>	<b>8 903 299 223 724 FC</b>



## ANNEXE 5 : ETAT DE L'EQUILIBRE FINANCIER ET BUDGETAIRE /PROJET DE LOI DE FINANCES 2024 (En FC)

N°	SOURCES DE FINANCEMENT	BUDGET 2023	BUDGET 2024	RUBRIQUES À FINANCER	BUDGET 2023
		PREVISIONS AN	PROJET DE LOI		PREVISIONS AN
<b>A</b>	<b>POUVOIR CENTRAL</b>	<b>30 299 631 685 019</b>	<b>36 469 497 416 234</b>		<b>30 299 631 685 019</b>
<b>1</b>	<b>Ressources Propres</b>	<b>24 929 802 113 435</b>	<b>25 023 131 812 527</b>	<b>Dépenses sur Ressources Propres</b>	<b>24 929 802 113 435</b>
<b>1.1.</b>	<b>Ressources propres affectées à la consommation et aux investissements</b>	<b>17 807 162 734 456</b>	<b>17 470 400 175 652</b>	<b>Dépenses du Pouvoir central</b>	<b>17 807 162 734 456</b>
1.1.1.	Recettes courantes après retenue de 40%	15 363 833 633 204	16 115 717 105 457	<b>Dépenses courantes</b>	<b>13 265 951 925 472</b>
1.1.2.	Recettes exceptionnelles	300 000 000 000	881 415 167 967	- Dette Intérieure	318 498 059 009
1.1.3.	Dons budgétaires	1 038 491 062 221	206 098 925 953	- Dette et frais financiers extérieurs	869 086 066 311
1.1.4.	Ressources Allègements IADM	0	0	- Frais Financiers intérieurs	449 938 377 779
1.1.5.	Emprunt Programme	1 104 838 039 031	267 168 976 276	- Rémunérations	3 677 174 358 252
				- Fonctionnement des Institutions	1 231 729 196 437
				- Fonctionnement des Ministères	1 947 627 674 897
				- Financement des réformes	645 913 550 023
				- Subvention aux Services Déconcentrés	22 750 000 000
				- Dépenses Communes	264 538 212 989
				- Rétrocession aux Régies Financières	1 256 903 124 918
				- Interventions Économiques	1 508 292 182 806
				- Fonctionnement des Organismes Auxiliaires	492 809 872 536
				- Fonctionnement des Services ex-BPO	30 480 000 000
				- Bourses d'études	15 000 000 000
				- TVA Remboursable	265 000 000 000
				- Mise à la retraite	270 211 249 514
				<b>Dépenses d'investissement et exceptionnelles</b>	<b>4 541 210 808 984</b>
				- Projets invest. Ress. Propres	1 386 550 964 239
				- Contrepartie des projets	150 000 000 000
				- Fonds de péréquation	1 780 659 844 745
				- Dépenses Except. sur Ressources Propres	1 224 000 000 000
<b>1.2.</b>	<b>Retenue de 40%</b>	<b>7 122 639 378 979</b>	<b>7 552 731 636 875</b>	<b>Transfert aux Provinces et ETD (40%)</b>	<b>7 122 639 378 979</b>
				- Rémunérations	3 452 825 641 748
				- Fonctionnement	738 321 975 634
				- Investissement Provinces	2 931 491 761 597
<b>2</b>	<b>Ressources Extérieures</b>	<b>5 369 829 571 584</b>	<b>11 446 365 603 707</b>	<b>Dépenses financées sur Ress. extérieures</b>	<b>5 369 829 571 584</b>
<b>2.1.</b>	<b>Allocation DTS</b>	<b>410 454 441 058</b>	<b>0</b>	<b>Dépenses financées sur Allocation DTS</b>	<b>410 454 441 058</b>
				- Projets invest. Ress. Propres	410 454 441 058
				- Dépenses Except. sur Ressources Propres	
				- Fonctionnement	0
<b>2.2.</b>	<b>Recettes extérieures de financement des investissements</b>	<b>4 959 375 130 526</b>	<b>11 446 365 603 707</b>	<b>Dépenses sur Ress. de financement des invest.</b>	<b>4 959 375 130 526</b>
				- Invest. Ress. Extérieures / Autres bailleurs	4 959 375 130 526
				- Dépenses Except. sur Ressources Extérieures	0
<b>C</b>	<b>BUDGETS ANNEXES</b>	<b>541 914 354 613</b>	<b>705 420 000 000</b>	<b>BUDGETS ANNEXES</b>	<b>541 914 354 613</b>
<b>D</b>	<b>COMPTES SPECIAUX</b>	<b>1 615 236 769 759</b>	<b>3 288 666 971 134</b>	<b>COMPTES SPECIAUX</b>	<b>1 615 236 769 759</b>
	<b>Total général</b>	<b>32 456 782 809 392</b>	<b>40 463 584 387 369</b>		<b>32 456 782 809 392</b>
	<b>Soide</b>				<b>0</b>